



« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de l'Université Toulouse 1 Capitole.

Entre renforcement et érosion des garanties de la procédure pénale

BOTTON ANTOINE

Référence de publication : BOTTON (A.), « Entre renforcement et érosion des garanties de la procédure pénale », *La Semaine Juridique. Edition Générale* (JCP G) (27), 2016.

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications, contacter portail- publi@ut-capitole.fr

Entre renforcement et érosion des garanties de la procédure pénale

Procédure pénale

Comme son nom l'indique, le titre II de la loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 vise deux objectifs - pas toujours compatibles - d'accroissement des garanties de la procédure pénale, d'une part, et de simplification, donc d'effectivité de cette même procédure, d'autre part. - Au titre des garanties, il faut retenir la tentative - timide - d'alignement du régime de l'enquête préliminaire sur celui de l'instruction préparatoire. - Quant à elles, les simplifications concernent principalement - bien que ponctuellement - les phases d'instruction et de jugement

Comme l'origine et la structure de la loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 le trahissent, les « dispositions renforçant les garanties de la procédure pénale et simplifiant son déroulement » n'en constituent, à l'évidence, pas l'objet premier, celui-ci consistant dans son Titre I consacré à « la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement » (V. M.-H. Gozzi : JCP G 2016, act. 738 ; Ch. Cutajar : JCP G 2016, act. 739).

Le législateur a donc saisi l'occasion d'une énième réforme du régime dérogatoire de la criminalité organisée, pour réaliser plusieurs ajustements du droit commun procédural ; ajustements soit préconisés par les rapports des commissions Nadal (*Refonder le ministère public, rapport de la commission de modernisation de l'action publique présidée par J.-L. Nadal, nov. 2013*) et Beaume (*J. Beaume (ss dir.), Rapport sur la procédure pénale, juill. 2014*), soit dictés par l'intervention de décisions constitutionnelles et européennes, soit encore nécessités par la transposition complète de la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013, dite « C », relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales.

Le contexte et l'objet de ce Titre II en ont alors nécessairement dicté la nature. Difficile, en effet, à première vue, de se faire une idée de l'orientation générale de cette législation au pragmatisme revendiqué (V. à cet égard, C. Capdevielle et P. Popelin, *Rapp. AN n° 3515, 18 févr. 2016, p.41*).

Est-ce à dire que rien ne ressort manifestement de cette loi d'ajustement ? Ce serait faire peu de cas d'évolutions qui, sans être majeures en elles-mêmes, préfigurent une mutation de notre modèle procédural. À cet égard, il convient évidemment d'évoquer la confirmation d'un mouvement législatif tendant à renforcer le contradictoire lors de la phase d'enquête (V. déjà L. n° 2014-535, 27 mai 2014 portant transposition de la directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales, dite directive « B » ; V. not. G. Taupiac-Nouvel et A. Botton, *La réforme du droit à l'information en procédure pénale : JCP G 2014, doctr. 802*) et, plus largement, à tenter d'aligner (très) partiellement le régime de l'enquête préliminaire sur celui d'une instruction de moins en moins usitée.

Cantonner le commentaire de la loi à ce seul aspect serait cependant fautif. Il est nécessaire d'y adjoindre l'analyse d'autres dispositions visant également à garantir, de manière limitée, certains droits procéduraux. Par ailleurs mu par une conception opposée - car essentiellement managériale - du procès pénal, le législateur apporte, souvent au détriment desdits droits, plusieurs aménagements ponctuels tendant à simplifier, c'est-à-dire principalement à accélérer, certaines phases du procès pénal.

Suivant en cela la structure de ce Titre II, le présent Aperçu « rapide » n'a évidemment pas pour ambition

de traiter de chacune de ses très nombreuses dispositions. Le présent commentaire s'attachera alors principalement à ce qui nous semble être l'essentiel de ce Titre II : le renforcement des garanties (1), l'étude des mesures de simplification devant se concentrer sur ce qui nous paraît justement contrevenir à de telles garanties (2). Que le lecteur veuille bien nous pardonner ce parti pris et les inévitables manques qu'il implique.

1. Un renforcement limité des garanties procédurales

Les « *dispositions renforçant les garanties de la procédure pénale* » concernent principalement la phase d'enquête et accessoirement, celles d'instruction et de jugement.

S'agissant de la phase d'enquête, il convient de relever deux types d'évolutions, les unes, ponctuelles, visant à conformer notre procédure aux exigences tant pratiques que constitutionnelles et européennes, les autres, plus fondamentales, s'attachant à rapprocher le régime de l'enquête - en particulier préliminaire - de celui de l'instruction.

Sur le premier point et tout d'abord, un nouvel article 229-1 du Code de procédure pénale institue une procédure disciplinaire d'urgence, permettant au président d'une chambre de l'instruction de suspendre provisoirement (un mois au maximum) de ses fonctions un agent ou un officier de police judiciaire, en cas de manquement déontologique grave (*L. n° 2016-731, art. 55*).

La création répond à une double attente pratique, à savoir redonner de l'efficacité à l'activité disciplinaire de la chambre de l'instruction (par rapport à celle exercée par le procureur général près la cour d'appel, V. à ce propos, *Rapp. AN préc., pp. 285-286*) et permettre une mise à l'écart immédiate de l'agent et de l'officier ayant gravement manqué à ses devoirs.

Ensuite, le législateur, prenant acte d'une décision constitutionnelle de censure partielle des articles 56 et 57 du Code de procédure pénale (*Cons. const., 4 déc. 2015, n° 2015-506 QPC : JurisData n° 2015-027034*), y insère un article 56-5 visant à encadrer la saisie, à l'occasion de perquisitions de juridictions ou de domiciles de personnes exerçant des fonctions juridictionnelles (juges ou jurés), de « *documents susceptibles d'être couverts par le secret du délibéré* » (*L. n° 2016-731, art. 58, I, 2°*). Aussi, à compter du 1^{er} octobre 2016 et à l'instar des régimes spéciaux existants (*CPP, art. 56-1 ; art. 56-2 ; art. 56-4*), ces perquisitions ne pourront, notamment et sous peine de nullité, être réalisées que par un magistrat, sur décision écrite et motivée, en présence du premier président de la cour d'appel ou de la Cour de cassation et ne devront donner lieu qu'à la saisie des documents et objets relatifs à l'infraction visée dans la décision de perquisition. Notons ici que l'amendement sénatorial, visant à permettre l'intervention du procureur général près la cour d'appel lorsque la perquisition concerne un parquetier (*M. Mercier, Rapp. Sénat n° 491, 23 mars 2016, p. 213*), n'a finalement pas été retenu.

Enfin, le législateur s'est également attaché à conformer notre droit aux exigences européennes, qu'elles procèdent du droit de l'Union ou de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH).

En vue, premièrement, de finaliser la transposition de la directive « C » (*Dir. 2013/48/UE, préc.*), la loi opère deux réformes.

La première consiste, s'agissant du droit du gardé à vue de communiquer avec un tiers, à substituer à la

possibilité pour le procureur de refuser cette communication « *en raison des nécessités de l'enquête* », un mécanisme de report dans la mise en œuvre de ce droit lorsqu'il apparaît « *indispensable afin de permettre le recueil ou la conservation des preuves ou de prévenir une atteinte grave à la vie, à la liberté ou à l'intégrité physique d'une personne* » (L. n° 2016-731, art. 63 ; CPP, art. 63-2, al. 2 mod.). Le dispositif est ainsi plus protecteur *a priori*, dans la mesure où il s'agira, en principe, d'un simple report décidé en considération de critères plus précis. En outre, la loi prévoit, d'une part, que le report ne peut dépasser quarante-huit heures en cas de demande de communication avec les autorités consulaires et, d'autre part, que l'officier de police judiciaire peut, sous certaines conditions, autoriser lui-même la personne gardée à vue à communiquer avec un tiers (CPP, art. 63-2 II créé).

La seconde réforme dictée par le droit de l'Union ouvre, au suspect d'un délit puni d'emprisonnement comme à la victime, le droit d'être assisté par un avocat lors des opérations de reconstitution de l'infraction et des séances d'identification des suspects (L. n° 2016-731, art. 63 ; CPP, art. 61-3 créé). Cette extension du domaine de l'assistance par un avocat était inévitable, la directive « C » rendant obligatoire la présence de l'avocat « *au minimum* » lors « *i) des séances d'identification des suspects ; ii) des confrontations ; iii) des reconstitutions de la scène d'un crime* » (Dir. 2013/48/UE préc., art. 3§3c.). Il convient toutefois de relever ici que le législateur n'a pas souhaité aller au-delà des exigences européennes, ne prévoyant pas l'assistance par avocat lors des mesures de perquisitions, notamment lorsque celles-ci sont réalisées en présence du suspect gardé à vue. En cela, il s'est rangé à l'avis de la mission Beaume (Rapp. préc., p. 67 à 69).

Deuxièmement, en considération de la jurisprudence de la Cour EDH (CEDH, 29 mars 2010, n° 3394/03, *Medvedyev c/ France*. - CEDH, 27 juin 2013, n° 62736/09, *Vassiss c/ France*), l'article L. 1521-18 du Code de la défense précise dorénavant que les personnes arrêtées en haute mer faisant l'objet d'une garde à vue à leur arrivée sur le sol français doivent « *dans les plus brefs délais* », être présentées à un juge du siège (L. n° 2016-731, art. 60).

Outre ces réformes ponctuelles, la loi opère, plus fondamentalement, un rapprochement entre les régimes d'enquête et d'instruction.

Tout d'abord, la loi (L. n° 2016-731, art. 54) ajoute un article 39-3 au Code de procédure pénale aux termes duquel : « *dans le cadre de ses attributions de direction de la police judiciaire, le procureur de la République peut adresser des instructions générales ou particulières aux enquêteurs* » et « *contrôle la légalité des moyens mis en œuvre par ces derniers, la proportionnalité des actes d'investigation au regard de la nature et de la gravité des faits, l'orientation donnée à l'enquête ainsi que la qualité de celle-ci* ».

Et l'article d'ajouter, sur le modèle de l'article 81 du Code de procédure pénale relatif au rôle du juge d'instruction, que le procureur « *veille à ce que les investigations tendent à la manifestation de la vérité et qu'elles soient accomplies à charge et à décharge, dans le respect des droits de la victime, du plaignant et de la personne suspectée* » (c'est nous qui soulignons).

Le rôle ainsi dévolu au procureur de la République appelle principalement deux remarques.

En premier lieu, si le texte élargit sensiblement l'assiette du contrôle de proportionnalité relevant du procureur, qui ne se limite plus à la seule garde à vue (CPP, art. 41), il convient de constater qu'un tel contrôle, en l'état de la jurisprudence de la chambre criminelle de la Cour de cassation (Cass. crim., 18

nov. 2014, n° 14-81.332 : *JurisData* n° 2014-028047, V. Ph. Conte, *Placement en garde à vue et nécessités de l'enquête : Droit pénal 2015, étude 12*), est lui-même dépourvu d'un véritable contrôle juridictionnel, ce qui invite à relativiser quelque peu l'avancée.

En second lieu, si l'on sait gré au législateur du 3 juin 2016 de vouloir soumettre le procureur au principe d'impartialité lorsqu'il endosse le rôle de directeur d'enquête (V. déjà, *L. n° 2013-669, 25 juillet 2013* créant *CPP, art. 31* suivant lequel le ministère public exerce sa mission « *dans le respect du principe d'impartialité* »), il faut néanmoins reconnaître que l'affirmation relève davantage de l'incantation ou du « symbole » (V. à cet égard, *Rapp. Sénat, préc., p. 199*) que de la réalité. Il est vrai que la distinction entre les fonctions de direction d'enquête et celles de poursuites, présidant à l'affirmation de l'impartialité du procureur dans l'exercice des premières, se heurte invariablement à l'unité organique du parquet et ainsi, peut-être, à la conception européenne de l'impartialité caractérisant l'autorité judiciaire (V. à cet égard, *CEDH, 23 nov. 2010, n° 37104/06, Moulin c/ France : JurisData* n° 2010-028386).

Ensuite, la principale évolution consiste dans le renforcement du principe du contradictoire au cours des enquêtes préliminaires. Prenant acte du recul, en termes d'utilisation, de l'instruction préparatoire par rapport à l'enquête préliminaire (V. *Rapp. AN, préc., p. 42*), le législateur insère un article 77-2 au Code de procédure pénale (V. *L. n° 2016-731, art. 56, 1°*) offrant, sous de nombreuses conditions, à la personne mise en cause, la victime ou leurs avocats, la possibilité de demander d'accéder au dossier de la procédure et de formuler, auprès du procureur et dans un délai d'un mois, des observations ou des demandes d'actes utiles à la manifestation de la vérité.

Là encore, la tentative de rapprochement d'avec la phase d'instruction est manifeste. Cela étant, contrairement au souhait de la commission des lois de l'Assemblée nationale (*Rapp. AN, préc., p. 291 et s.*), le dispositif mis en place n'est en rien comparable à celui prévu en matière de fin d'instruction à l'article 175 du Code de procédure pénale, le Gouvernement, soutenu en cela par la commission des lois du Sénat (*Rapp. Sénat, préc. pp. 207-208*), s'étant attaché à le conditionner strictement.

En effet, cette « lucarne » vers davantage de contradictoire (suivant l'expression de Mme la rapporteure devant l'Assemblée nationale, *rapp. AN, préc., p. 294*) est soumise à de multiples conditions tenant à la gravité de l'infraction commise (une infraction punie d'une peine privative de liberté), au moment de la demande d'accès au dossier (lorsque « *l'enquête paraît terminée* », au procureur **et**, au minimum, un an après l'audition libre ou la garde à vue du mis en cause) ou encore, aux modalités de saisine du tribunal correctionnel (la citation directe ou la convocation par OPJ).

Le caractère restrictif du débat contradictoire prévu suscite deux observations. D'une part, conforme aux préconisations du rapport de la commission présidée par M. Jean-Louis Nadal (*Rapp. préc., pp. 82-83*), la réforme est *a priori* bien en-deçà de ce que proposait par ailleurs la commission présidée par M. Beaume (*Rapp. préc., pp. 58-59*). Rappelons, en effet, que cette dernière prônait un principe d'accès aux pièces qui, concernant la seule personne mise en cause, seraient invoquées par l'enquêteur lors de son audition.

D'autre part et pour nuancer cette dernière observation, il faut néanmoins relever que le II de l'article 77-2 ajoute qu'« *à tout moment de la procédure* » et « *même en l'absence de toute demande* », « *le procureur de la République peut communiquer tout ou partie de la procédure à la personne mise en cause ou à la victime pour recueillir leurs éventuelles observations ou celles de leur avocat* ». Une telle possibilité, ouvrant alors sensiblement la « lucarne » du contradictoire, procède, nous semble-t-il, d'un fondement

semblable à celui de la proposition précitée du rapport *Beaume*, à savoir le souci d'assurer plus de contradictoire tout en laissant l'initiative, et donc le contrôle, à l'enquêteur.

Que l'on ne s'y trompe pas cependant. Le législateur du 3 juin 2016 n'a pas tenu compte des deux rapports de manière identique : si l'un a directement dicté le principal de la disposition, l'autre n'a que médiatement inspiré l'accessoire.

Le renforcement des garanties lors des phases d'instruction et de jugement est nettement moins manifeste. - *Concernant l'instruction*, l'accroissement des garanties est notable à trois égards. La loi clarifie, tout d'abord, plusieurs questions de délais relatives à la détention provisoire. Ainsi, le délai de maintien en détention provisoire en cas d'ordonnance de renvoi (deux mois) ne commence dorénavant à courir qu'à compter de l'arrêt de la chambre de l'instruction, en cas d'appel de l'ordonnance de renvoi, ou de l'arrêt de la Cour de cassation, en cas de pourvoi (*L. n° 2016-731, art. 59, I, 1° ; CPP, art. 179 mod.*). Cette précision, si elle ne constitue pas une garantie en soi, a toutefois conduit le législateur à fixer des délais butoirs d'examen par la chambre de l'instruction (deux mois, *L. n° 2016-731, art. 59, I, 3° ; CPP, art. 186-4 créé*) ou la Cour de cassation (trois mois, *L. n° 2016-731, art. 59, I, 6° ; CPP, art. 574-1 mod.*), ce qui garantit l'examen dans un délai raisonnable des recours formés par la personne détenue provisoirement dans l'attente de son renvoi définitif.

Ensuite, toujours concernant le contentieux de la détention provisoire, l'article 199 du Code de procédure pénale prévoit dorénavant qu'en cas d'appel du Ministère public d'une décision de rejet de placement en détention provisoire ou de remise en liberté, la comparution personnelle du mis en examen devant la chambre de l'instruction est de droit (*L. n° 2016-731, art. 59, I, 5°, b*). Le régime antérieur d'autorisation par le président de la juridiction portait en effet, comme le relève le rapport de l'Assemblée nationale (*Rapp. AN préc., p. 310*), atteinte ouvertement aux droits de la défense.

Enfin, sujet de désaccord entre les commissions des lois de l'Assemblée et du Sénat (*Rapp. AN, préc., p. 297 à 301 : favorable. - Rapp. Sénat, préc., p. 208 à 210 : défavorable*), la limitation à un an (droit commun) ou deux ans (criminalité organisée) de la durée totale des interceptions de correspondances par voie de communications électroniques est dorénavant inscrite à l'article 100-2 du Code de procédure pénale (*L. n° 2016-731, art. 57, 2°*).

S'agissant de la phase de jugement, le défaut d'enregistrement sonore d'une audience de cour d'assises constituera, à compter du 1^{er} septembre 2016, une cause de cassation de l'arrêt de condamnation s'il est établi que ce défaut « a eu pour effet de porter atteinte aux intérêts de la personne condamnée » (*L. n° 2016-731, art. 89, 3° ; CPP, art. 308, dernier al. créé*). Présenté comme une mesure de simplification dans la loi (car prévue dans son Chapitre II relatif aux « *dispositions simplifiant le déroulement de la procédure pénale* »), le recours constitue à l'évidence une garantie, rendue obligatoire par une décision constitutionnelle de censure très discutable (*Cons. const., 20 nov. 2015, n° 2015-499 QPC : JurisData n° 2015-025922 ; A. Botton, Le Conseil constitutionnel et la théorie des nullités de la procédure pénale : JCP G 2016, 119*). Heureusement, le législateur n'a cependant pas cédé à la pression constitutionnelle, en ne revenant pas sur l'exclusion légale de tout recours en nullité en cas d'absence d'enregistrement.

En définitive, si limité puisse-t-il paraître, la loi commentée opère un renforcement de certains droits aux premiers rangs desquels figurent les droits de la défense, le principe du contradictoire et le droit à un recours juridictionnel effectif. Le constat rend alors d'autant plus manifestes les atteintes portées à ces

mêmes droits par les mesures de simplification prévues par la loi.

2. Des simplifications portant atteinte aux garanties procédurales

Conformément au parti pris exposé en introduction, l'analyse se concentrera ici sur les mesures de simplifications qui, visant à accélérer le cours du procès pénal, portent incidemment atteinte aux droits dont la garantie est par ailleurs renforcée (*supra I*). Dans cette perspective, ce sont les phases d'instruction et de jugement qui font l'objet des principaux aménagements.

Afin de raccourcir la durée des instructions préparatoires, la loi du 3 juin 2016 comprend plusieurs dispositions visant à limiter les possibilités de demandes d'actes, de recours et partant, de débats contradictoires.

À cet égard, l'article 186-3 du Code de procédure pénale, relatif à l'appel des ordonnances de renvoi par le mis en examen et la victime, comporte dorénavant un troisième alinéa (*L. n° 2016-731, art. 87, 5°*) permettant au président de la chambre de l'instruction de rendre une ordonnance de non-admission de cet appel lorsque celui-ci n'est pas motivé par une des causes prévues par le texte, à savoir la contestation d'une correctionnalisation ou l'absence de cosignature en cas de cosaisine. Cette disposition a pour objet de mettre un terme aux appels contre les ordonnances dites « mixtes » statuant à la fois sur le renvoi et sur les demandes qui, formulées au cours ou en fin d'instruction par les parties, sont jugées irrecevables ou n'ayant pas lieu d'être transmises à la chambre de l'instruction. Le législateur espère ainsi priver d'intérêt l'émission même de telles demandes motivées, selon lui, par des raisons essentiellement « dilatoires » (*Rapp. Sénat, préc., pp. 265-266*).

Dans une même perspective, les demandes tendant à faire constater la prescription de l'action publique seront, comme en matière de nullités, dorénavant enserrées dans un délai de six mois suivant l'interrogatoire de première comparution (*L. n° 2016-731, art. 87, 1° ; CPP, art. 82-3, dernier al. créé*). De même, les contestations de constitution de partie civile ne pourront plus être formulées après l'envoi de l'avis de fin d'information et ne pourront donc être soulevées, en cas de renvoi, que devant la juridiction de jugement (*L. n° 2016-731, art. 87, 2° ; CPP, art. 87, dernier al. créé*).

En marge de ces dispositions, on peut également relever, comme procédant d'une même volonté, le mécanisme de renonciation collective, par les parties, aux demandes d'expertises et au débat contradictoire de fin d'instruction (*L. n° 2016-731, art. 86, 1° ; CPP, art. 84-1, dernier al. créé*) ou encore la limitation dans le temps des demandes de remise en liberté du détenu provisoire (*L. n° 2016-731, art. 75, 2° ; CPP, art. 148, al. 1er mod.*).

L'ensemble de ces mesures vise manifestement à accélérer le cours de l'instruction. Il n'est pas certain cependant que, comme l'affirme M. le Rapporteur au Sénat (*op.cit.*), cette réforme « ne limite pas les droits de la défense et le principe du contradictoire ». Bien au contraire, ces « simplifications » ont justement pour effet de les sacrifier sur l'autel de l'efficacité de l'instruction. Leur simple énoncé suffit d'ailleurs à s'en convaincre.

Le constat met alors en lumière un paradoxe, si ce n'est plutôt le dessein législatif profond présidant au texte commenté : renforçant certaines garanties lors de l'enquête préliminaire (V. *supra I*), la loi y porte une atteinte non négligeable au stade de l'instruction. Le rapprochement notable des deux phases ne se réalise donc pas unilatéralement, dans le sens d'une amélioration des droits du mis en cause, une brève

étude des « *simplifications* » relatives à l'instruction laissant apparaître une érosion certaine de ceux du mis en examen.

Plus discrète, une même volonté d'accélération procédurale est néanmoins notable s'agissant de la phase de jugement. - Il est vrai que les « simplifications » relatives à la procédure de jugement correctionnel ne traduisent pas toutes nécessairement ce souci d'accélération. À ce titre, on peut notamment évoquer la possibilité offerte aux délégués et médiateurs du procureur de la République de procéder à des convocations en justice (*L. n° 2016-731, art. 76, I ; CPP, art. 390-1 mod.*). Cela étant, d'autres réformes nous semblent, du moins indirectement, procéder de cette volonté. Il en va ainsi de la création d'un nouveau motif (non-respect des formes et délais) de non-admission de l'appel par le président de la chambre des appels correctionnels (*L. n° 2016-731, art. 93, 6° ; CPP, art. 505-1 mod.*) et surtout, de la possibilité de limiter, dans la déclaration, son appel « *aux peines prononcées, à certaines d'entre elles ou à leurs modalités d'application* » (*L. n° 2016-731, art. 93, 5° ; CPP, art. 502 mod.*). Sur ce dernier point, M. le rapporteur auprès du Sénat s'est, à juste titre, interrogé « sur la réduction effective des débats », dans la mesure où, en effet, l'article 132-1 du Code pénal impose au juge de déterminer les peines « *en fonction des circonstances de l'infraction et de la personnalité de son auteur* » (*Rapp. Sénat, préc., p. 275*).

L'évolution majeure concerne la procédure criminelle, la loi commentée s'attachant à réduire les hypothèses de défaut criminel et, par là même, de rejugement, après rétractation, par une juridiction de même degré de l'affaire jugée en l'absence de l'accusé.

Aussi la loi marque-t-elle l'avènement, à l'instar de ce qui existe déjà en matière correctionnelle, des arrêts d'assises réputés contradictoires nonobstant l'absence de l'accusé (*L. n° 2016-731, art. 91 ; CPP, art. 379-2, dernier al. mod.* pour le premier ressort ; *art. 379-7 créé* pour l'appel). Dorénavant, l'absence du condamné à l'audience, constatée après la réalisation de son interrogatoire sur les faits et sur sa personnalité, ne fait pas obstacle, en la présence de son avocat, à la poursuite du procès et surtout, à son jugement réputé contradictoire. L'innovation est importante, qui « vise à mettre fin (au) régime qui permet aux accusés, délibérément en fuite (*sic*), de bénéficier de plusieurs procès alors même qu'ils étaient représentés par un avocat » (*Rapp. Sénat, préc., p. 272*).

Dans une même perspective de restriction des hypothèses de défaut, la loi prévoit que l'accusé, cette fois-ci, totalement absent du procès d'assises peut, dans le délai d'un mois à compter de son arrestation ou de sa constitution de prisonnier, acquiescer à l'arrêt de condamnation par défaut et renoncer ainsi, en présence de son avocat, au nouvel examen de son affaire (*L. n° 2016-731, art. 92, 2° ; CPP, art. 379-4 mod.*).

Dans les deux cas, l'accusé perd donc un degré de juridiction. Or, si l'on peut concevoir qu'une telle perte découle d'une renonciation éclairée de l'accusé (second cas), qu'en penser lorsqu'elle procède d'une sanction de son comportement, serait-il extrêmement grave (premier cas) ? Rappelons, à cet égard, que l'article préliminaire III, alinéa 6 du Code de procédure pénale dispose que « *toute personne a le droit de faire examiner sa condamnation par une autre juridiction* », cet article reprenant, en substance, les termes de l'article 2, §1 du Protocole n° 7 additionnel à la Convention EDH suivant lesquels : « *toute personne déclarée coupable d'une infraction pénale par un tribunal a le droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité ou la condamnation* ». Il est vrai que ces deux textes ne précisent pas la nature de ce recours, celui-ci pouvant dès lors consister en un simple pourvoi en cassation. La thèse d'une contrariété de la réforme à ces deux textes ne peut alors être soutenue sans conteste. Il n'en demeure

pas moins, cependant, qu'elle marque un recul indéniable du droit à un double degré de juridiction et partant, de son soubassement : le principe du contradictoire.

Conclusion . - Au terme de ces développements, il appert que les « *simplifications* » apportées aux phases d'instruction et de jugement se traduisent, à de multiples égards, par une érosion des droits de la défense et du principe du contradictoire ; droits et principe par ailleurs renforcés, de manière limitée, au stade de l'enquête (V. *supra* I). Doit-on, pour cela, conclure à l'incohérence du texte commenté ? Ce serait sans doute ignorer, s'agissant des rapports entre l'enquête préliminaire et l'instruction, la volonté manifeste du législateur de rapprocher les deux régimes (V. à cet égard, les rapports parlementaires précités). Gageons cependant que la loi commentée n'en est qu'une première étape et espérons, dès lors, que ce rapprochement inévitable s'accomplisse sinon exclusivement, du moins prioritairement dans le sens d'une amélioration des garanties procédurales de la phase d'enquête.